

# **Bruxelles maintient comme but l'adhésion de la Turquie**

mercredi 29 juin 2005

**Reuters**

BRUXELLES (Reuters) -

**La Commission européenne a proposé un mandat de négociation pour l'adhésion de la Turquie à l'UE qui prévoit que le but est bien l'intégration pleine et entière de ce pays, même si le doute s'est installé.**

Ce projet, qui sera soumis aux gouvernements des Vingt-Cinq censés l'adopter à l'unanimité avant le 3 octobre, date prévue pour l'ouverture des négociations, s'inscrit dans la droite ligne des conclusions du Conseil européen de décembre 2004.

« L'objectif commun des négociations est l'adhésion », peut-on lire dans ce texte, bien que des voix s'élèvent après les « non » français et néerlandais à la Constitution européenne pour arrêter l'élargissement, qui suscite la méfiance des opinions.

Le langage du projet de mandat de négociation est, pour l'essentiel, « copié-collé » à partir des conclusions adoptés par les dirigeants européens à l'unanimité en 2004 à Bruxelles, où ils avaient rappelé que le processus n'est pas automatique.

La seule vraie nuance concerne Chypre, dans la mesure où l'exécutif européen lie les progrès dans les négociations d'adhésion de la Turquie à des « progrès dans la normalisation des relations bilatérales entre la Turquie et tous les Etats membres, y compris la République de Chypre. »

La Turquie ne reconnaît toujours pas ce pays, qui fait désormais partie de l'Union européenne et l'île reste occupée dans sa partie Nord-Est par des troupes turques.

Mais elle a paraphé l'accord d'Ankara entérinant l'élargissement de l'UE à dix nouveaux pays, dont Chypre, ce qui, pour les Européens est un pas vers la reconnaissance.